



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**












---

#### **FOURNITURE DE PRODUITS PETROLIERS ET PRESTATIONS de CARTES CARBURANT POUR LES ETABLISSEMENTS DU GHT DE MARTINIQUE**

---

**CHU DE MARTINIQUE**  
Hôpital Pierre Zobda Quitman  
La Meynard  
BP 90632  
97261 FORT-DE-FRANCE

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	FOURNITURE DE PRODUITS PETROLIERS ET PRESTATIONS de CARTES CARBURANT POUR LES ETABLISSEMENTS DU GHT DE MARTINIQUE
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre
	<b>Nombre de lots</b>	3
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Sans
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par lot
	<b>Reconduction</b>	Avec
	<b>Prix</b>	Prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Avec

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Bénéficiaires de l'accord-cadre.....	4
1.3 - Lieux d'exécution .....	4
1.4 - Modalités de mise à disposition de l'accord-cadre .....	4
1.5 - Répartition des responsabilités .....	4
1.6 - Décomposition du contrat.....	5
1.7 - Type d'accord-cadre.....	5
1.8 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	5
2 - Pièces contractuelles.....	6
3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	6
4 - Protection des données à caractère personnel.....	6
5 - Durée et délais d'exécution.....	7
5.1 - Durée du marché.....	7
5.2 - Reconduction .....	7
6 - Prix.....	7
Mode d'établissement du prix .....	7
Contenu des prix .....	7
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués par lot.....	7
6.2 - Modalités de variation des prix .....	8
7 - Garanties Financières .....	8
8 - Avance .....	8
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	8
8.2 - Garanties financières de l'avance.....	9
9 - Modalités de règlement des comptes.....	9
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	9
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	9
9.3 - Délai global de paiement .....	9
9.4 - Paiement des cotraitants .....	9
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	9
11 - Développement durable .....	10
12 - Constatation de l'exécution des prestations .....	11
12.1 - Vérifications .....	11
12.2 - Décision après vérification .....	11
13 - Garantie des prestations.....	11
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	11
15 - Pénalités.....	11
16 - Assurances .....	12
17 - Clause de réexamen .....	12
18 - Résiliation du contrat.....	13
18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	13
18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	13
19 - Règlement des litiges et langues.....	13
20 - Clauses techniques particulières .....	13
21 - Dérogations.....	14
22 - Signature .....	14

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :  
FOURNITURE DE PRODUITS PETROLIERS ET PRESTATIONS de CARTES CARBURANT POUR LES  
ETABLISSEMENTS DU GHT DE MARTINIQUE

La fourniture de carburant Fuel Oil Domestique (FOD) pour les chaudières et les groupes électrogènes, de gaz en vrac pour les Centres Hospitaliers et la fourniture de cartes de carburant super sans plomb/gasoil ainsi que l'additif antipollution AdBlue et prestations associées pour l'approvisionnement en station-service des différents véhicules des établissements hospitaliers du GHT de Martinique.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

## 1.2 - Bénéficiaires de l'accord-cadre

Les établissements bénéficiaires des prestations objet de l'accord-cadre (ci-après « les établissements bénéficiaires ») sont :

- CHU de Martinique (Etablissement support)
- CH du Marin
- CH du Saint Esprit
- CH du Ernest Wan Ajouhu
- CH Lorrain Basse-Pointe
- CH Nord Caraïbes
- CH Trois-Ilets
- CH Blondet de Saint Joseph

Cependant il est donné aux autres établissements du G.H.T. de Martinique, la possibilité d'intégrer en cours de route le marché (voir annexe 1 au CCAP)

Le titulaire assure directement les prestations objet du marché auprès des bénéficiaires

## 1.3 – Lieux d'exécution

En fonction des lots, l'approvisionnement devra être possible sur tout département selon les lots référencés à l'article 1.6 du présent CCAP

## 1.4 - Modalités de mise à disposition de l'accord-cadre

Les établissements du G.H.T. de Martinique, tels qu'ils sont identifiés en annexe 1 du CCAP, sont bénéficiaires de plein droit de l'accord-cadre. Ils sont engagés, pour chaque lot, à émettre leurs bons de commande auprès des titulaires retenus dans les conditions prévues par le CCAP, dès la notification de l'accord-cadre.

## 1.5 - Répartition des responsabilités

Les responsabilités respectives de l'établissement support du G.H.T. de Martinique et des établissements parties se répartissent comme suit :

	Ets support	Ets parties
Supervision de la phase de lancement de l'accord-cadre et accompagnement de leur mise en œuvre initiale par les titulaires dans les établissements bénéficiaires	x	
Passation, Signature notification de l'accord-cadre et de ses avenants, Résiliation de l'accord-cadre	x	
Etablissement et Envoi des bons de commande		x
Gérer les procédures de révisions des prix des marchés	x	
Procéder à la reconduction des marchés	x	
Agrément des sous-traitant	x	

Délivrance du certificat de cession de créances	x	
Opérations de réception/admission des prestations objet du marché	x	
Paierement des prestations objet du marché auprès du titulaire		x
Appliquer les pénalités		x
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées au titre de la procédure d'attribution, la passation des avenants, la reconduction et la résiliation des accords-cadres, l'ajustement et la révision des prix, des conditions générales d'exécution de l'accord-cadre	x Pénalités reporting	x pénalités d'exécution
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées en exécution des bons de commande		x

## 1.6 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 3 lot(s) :

Lot(s)	Désignation	Montant maximum HT pour la durée du marché
01	Carburant Fuel Oil Domestique (FOD) pour les chaudières et les groupes électrogènes	5 000 000.00
02	Cartes Carburant carburants à la pompe par cartes accréditive	4 000 000.00
03	Fourniture de Gaz en vrac butane	1 000 000.00

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

## 1.7 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum en montant de 10 000 000.00€ HT pour sa durée totale, est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

## 1.8 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le représentant de chaque établissement hospitalier bénéficiaire au fur et à mesure des besoins

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro de la procédure : **DCE-2025-018-SGD** ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature, la quantité et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande HT et TTC ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant de chaque établissement peuvent être honorés par le ou les titulaires.

**Durée d'exécution des bons de commande** : Les bons de commande pourront être passés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord cadre et s'exécuteront avant la date limite de validité de l'accord cadre conformément à l'article R2162-5 du Code de la commande publique.

## **1-9. Modalités de modification du marché en cours d'exécution**

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de recourir à des clauses de réexamen incluses au CCAP de la présente consultation, en application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique. Ces modifications pourront intervenir par la réalisation d'avenants

## **1-10. Prestations similaires**

Conformément à l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique, des marchés de fournitures similaires pourront être conclus sans nouvelle mise en concurrence avec le titulaire du présent marché. Ces marchés auront pour objet la fourniture de produits de même nature que ceux faisant l'objet du présent marché, notamment en termes techniques, destination ou d'usage. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure ces marchés dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent marché. Le montant cumulé de ces prestations similaires ne pourra excéder 50% du montant initial du marché

## **1-11. Référents marché**

### **Représentation du pouvoir adjudicateur**

Le pouvoir adjudicateur désignera à la signature du marché une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché.

### **Représentation du titulaire**

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché. Le cas échéant le titulaire s'engage à prévenir le pouvoir adjudicateur

## **2 - Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat
- L'offre technique et financière du titulaire

## **3 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## **4 - Protection des données à caractère personnel**

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

## **5 - Durée et délais d'exécution**

### **5.1 - Durée du marché**

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 2 ans à compter de la date de notification.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

### **5.2 - Reconduction**

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 1 fois. La durée la période de reconduction est de 24 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## **6 - Prix**

### **Mode d'établissement du prix**

Les prix sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage, au transport et à l'assurance jusqu'au lieu de livraison.

Le prix du présent accord-cadre à bons de commande est réputé établi sur la base des conditions économiques définies ci-après.

### **Contenu des prix**

Les prix de l'accord-cadre à bons de commande sont hors TVA et TTC, et sont établis en considérant comme incluses outre les sujétions définies à l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les contraintes normalement prévisibles : intempéries, phénomènes naturels, habituels dans la région d'exécution des prestations.

En complément de l'article 10.1.3 du Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services (CCAG FCS), les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix dans le cadre du présent accord-cadre à bons de commande conclus en groupement :

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix de l'accord-cadre à bons de commande sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectués par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

Les prestations seront réglées en application des quantités et prix indiqués dans le bon de commande.

### **6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués par lot**

Les prestations sont réglées par des prix unitaires et à prix forfaitaires, selon les stipulations de l'acte d'engagement.

#### **6.1.1 Pour la fourniture de fioul en vrac (lot 1)**

Les prix sont exprimés en euro à l'hectolitre. Les prix du marché résultent d'une remise en euros consentie par le fournisseur sur les prix taxés fixés par arrêté préfectoral en vigueur lors de l'émission du bon de commande. La remise est ferme et définitive pour la durée totale de l'accord-cadre

### **6.1.2 Pour la fourniture de cartes accréditives « carte carburant », le logiciel de gestion des cartes (lot 2) et prestations associées**

La fourniture de cartes accréditives « carte carburant » sont traitées à prix unitaires, renseignés par le candidat, arrondis au centième (2 chiffres après la virgule). Les prestations de fourniture de carte accréditives seront commandées à l'aide de bons de commande émis par le représentant du pouvoir adjudicateur /ou toute personne habilitée dans établissements du GHT concernés.

Par ailleurs, la fourniture de carburant sera rémunérée en appliquant aux quantités réellement exécutées les prix TTC net fixé par arrêté préfectoral.

Les prix du carburant sont exprimés en euro au litre pour chaque catégorie de carburant. Les prix du marché résultent d'une remise en pourcentage consentie par le fournisseur sur les prix taxés fixés par arrêté préfectoral en vigueur le jour de la perception du carburant.

La remise est ferme et définitive pour la durée totale de l'accord-cadre

Le prix relatif à l'outil de gestion de cartes et suivi des consommations est forfaitaire et fera l'objet d'une DPGF (Décomposition de Prix global et forfaitaire).

### **6.1.3 Pour la fourniture de gaz en vrac (lot 3)**

Les prix sont exprimés en euro à la tonne. Les prix du marché résultent d'une remise en euros consentie par le fournisseur sur les prix taxés fixés par arrêté préfectoral en vigueur lors de l'émission du bon de commande. La remise est ferme et définitive pour la durée totale de l'accord-cadre

## **6.2 - Modalités de variation des prix**

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont ajustables selon les tarifs de référence fixés par arrêté préfectoral. Le titulaire du marché s'engage, sous peine de forclusion, à notifier ses nouveaux tarifs (ou son nouveau barème) au pouvoir adjudicateur. Aucun avenant ne sera nécessaire.

Les parties se conformeront à l'arrêté préfectoral pour le mois et pour facturer avec les nouveaux prix. Lorsqu'un ajustement a été effectué provisoirement en utilisant une référence antérieure à celle qui doit être appliquée, il n'est procédé à aucune variation avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de la référence correspondante. La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

## **7 - Garanties Financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **8 - Avance**

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

### **8.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

## **8.2 - Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

# **9 - Modalités de règlement des comptes**

## **9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

## **9.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Les factures seront mensuelles. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) de l'établissement bénéficiaire (cf. annexe CCAP)

## **9.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## **9.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

# **10 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

### Commandes

S'agissant des lots 2, les cartes « carburant », devront être envoyées sous 10 jours maximum à compter de la transmission des informations comptable aux adresses des établissements.  
Les gestionnaires des cartes seront précisés au début du marché.

Pour les lots 1 et 3, à réception du bon de commande transmis par l'établissement, le fournisseur disposera d'un délai maximum de 48 heures, hors samedis, dimanches et jours fériés, pour assurer la livraison du produit demandé.

L'organisation des livraisons seront précisées par chaque établissement lors de la réunion de démarrage du marché. Les livraisons seront accompagnées d'un bordereau de livraison établi en double exemplaires par le fournisseur mentionnant :

- la date de livraison,
- la désignation de la fourniture,
- la quantité livrée.

### Réception/ livraison

S'agissant des lots 1 et 3, la réception et le contrôle des livraisons (donnant lieu à la signature d'un bon de livraison obligatoire) sont assurés par l'établissement bénéficiaire, conformément au Chapitre 21 du cahier des clauses administratives générales en vigueur à la date de passation du marché).

Toute non-conformité liée aux clauses techniques ou administratives et observée à la réception par un établissement du GHT pourra entraîner un refus de livraison.

Lorsque le titulaire ne peut honorer la livraison d'une commande de manière totale ou partielle et/ou lorsqu'il désire procéder à la modification de tout élément inscrit sur le bon de commande, il doit impérativement en informer au préalable et sans délai l'établissement concerné.

Cette information préalable se réalise :

- Soit par téléphone, confirmée d'une communication écrite dans un second temps ;
- Soit par courriel.

L'établissement bénéficiaire, prendra alors une décision de livraison partielle ou de différer la livraison

### Mesures de sécurité (lot 1 et 3)

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations. Les conditions spécifiques d'accès seront précisées à la notification du marché.

### Conditions particulières :

Concernant le lot 2 le titulaire du marché proposera au Centre Hospitalier de la Martinique la mise en place d'une procédure particulière et prioritaire pour les véhicules des établissements hospitaliers du GHT de Martinique lors des mouvements sociaux perturbant la distribution de carburant dans les stations-services.

En cas de défaillance d'une station-service, le titulaire est tenu d'en informer le pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais.

**Respect du Règlement Intérieur :** Le titulaire du marché est tenu au respect des Centres Hospitaliers concernés. Le règlement intérieur sera transmis au titulaire à la notification du marché.

## **11 - Développement durable**

Les prescriptions environnementales sont définies par la législation française et européenne et les normes en vigueur sur les produits pétroliers ainsi que dans la réglementation applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ; le titulaire est tenu de respecter strictement la réglementation.

## **12 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **12.1 - Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture conformément aux articles 3-2-3 et 3.-3-6 du CCTP par chaque établissement bénéficiaire et pour chaque bon de commande.

L'établissement bénéficiaire devra vérifier la quantité des fournitures livrées dans un délai maximum de 48h à compter de la livraison.

### **12.2 - Décision après vérification**

A l'issue du délai de vérification mentionné ci-dessus, si l'établissement n'a pas notifié une décision de rejet, laquelle peut prendre la forme d'un échange de mail, les prestations sont réputées admises.

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la commande, l'établissement bénéficiaire peut mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans les délais qu'il prescrira.

Dans l'hypothèse où le matériel (carte) s'avère défectueux à la première utilisation, le titulaire devra remplacer sans frais ce matériel.

## **13 - Garantie des prestations**

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

## **14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## **15 - Pénalités**

### PENALITES APPLICABLES PAR LES ETABLISSEMENTS BENEFICIAIRES

Les pénalités décrites ci-dessous sont cumulables et nettes de taxes.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, toutes les pénalités prévues au marché sont appliquées au titulaire sur simple constat, sans qu'il ne soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable. Il appartient au titulaire d'apporter le cas échéant la preuve de l'existence d'un événement exonératoire de sa responsabilité justifiant la remise des pénalités.

Les pénalités pour retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution est expiré.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG FCS, le montant des pénalités ci-dessous n'est pas plafonné et aucune exonération de pénalités n'est accordée au titulaire.

Une fois le montant des pénalités déterminé, elles sont récupérées à la suite de l'émission, par l'établissement concerné, d'un titre de recette.

### PENALITES EN CAS DE RETARD DANS LA LIVRAISON DES CARTES

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé par le fait du titulaire, hors cas de force majeure au sens jurisprudentiel français ou accord préalable de l'établissement bénéficiaire, celui-ci encourt une pénalité appréciée, par jour calendaire de retard, de 30 euros par carte et par jour de retard.

Ces pénalités sont appliquées par chaque établissement bénéficiaire.

### PENALITES EN CAS DE RETARD DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, concernant les autres obligations contractuelles assujetties à une obligation de délai, hors cas de force majeure au sens jurisprudentiel français ou accord préalable de l'établissement bénéficiaire, le titulaire encourt une pénalité appréciée, par jour calendaire de retard, de 30 euros par jour de retard. Ces pénalités sont appliquées par chaque établissement bénéficiaire.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

## 16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 17 - Clause de réexamen

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

Une procédure de réexamen du présent marché peut être menée à tout moment :

- ☐ En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché
- ☐ Afin d'ajouter et/ ou retirer un bénéficiaire et ses quantifications propres. Le cas échéant étant précisé que les bénéficiaires potentiellement ajoutés sont des établissements parties du GHT ;
- ☐ Afin d'ajouter un complément de gamme ;
- ☐ Dans l'hypothèse d'un changement de référence d'un article sans incidence sur le prix
- ☐ A tout moment, en cas d'évolution importante du coût des matières premières (dûment justifié) ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché ;
- ☐ En cas d'augmentation trop importante des prix par l'effet automatique de la révision annuelle.
- ☐ Augmentation du montant maximum pour répondre à une demande non prévisible par le pouvoir adjudicateur

L'initiative de cette procédure pourra venir du Pouvoir Adjudicateur ou du Titulaire (sur demande justifiée).

☐ Services ou fournitures supplémentaires qui sont devenues nécessaires dans la mesure où ces prestations supplémentaires n'entraîneraient pas une augmentation du marché supérieure à 50 % du montant initial et à la double condition qu'un changement de contractant - serait impossible pour des raisons économiques ou techniques telles que l'obligation d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre de leur marché initial et ; - présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts.

Toute modification acceptée par les parties à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant qui précisera notamment les nouvelles prestations et modalités financières du présent marché

## 18 - Résiliation du contrat

### 18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### 18.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de la Martinique est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 20 - Clauses techniques particulières

Le fioul domestique devra répondre aux caractéristiques techniques fixées par l'arrêté du 15 Juillet 2010 modifié par l'arrêté du 6 décembre 2023 – art.5. Il devra être conforme à la spécification CSR 4-4-07 du 15 novembre 2016 ou à toute autre norme européenne équivalente. Il devra prendre en compte la directive européenne n° 99/32/CE du 26 Avril 1999, applicable depuis le 1er Janvier 2008, relative à la réduction de la teneur en soufre dans le fioul domestique. Depuis cette date, la teneur en soufre dans le fioul est passée de 2000 ppm à 1000 ppm pour répondre aux exigences environnementales. A compter du 1er mars 2027, la Consultation n°: 2024-001 Page 16 sur 17 teneur en fioul devra correspondre à l'arrêté du 16 mars 2021 qui porte la teneur maximale en soufre à 0,005 % (m/m) soit 50 ppm.

**Fiches techniques et de sécurité** : Le candidat devra remettre, en même temps que son offre, une fiche technique pour chaque produit proposé. Cette fiche sera conforme au modèle CSR 4-4-07 ou versions ultérieures. La fiche technique ou de présentation du produit fourni précisera notamment :

- La composition et les caractéristiques des produits
- Les précautions d'utilisation
- Les consignes de sécurité à suivre en cas d'accident

Ces fiches devront être transmises par le fournisseur sous format papier. Toute modification des FTS devra faire l'objet d'une information et d'une diffusion auprès du coordonnateur du groupement de commandes.

**Clauses d'exécution à caractère environnemental :**

Ce dossier s'inscrit dans une démarche de développement durable, respectant ainsi l'esprit du Code des Marchés Publics. L'objectif principal est de limiter au maximum l'impact sur l'environnement et de s'assurer que l'utilisation des produits n'ait pas d'incidence sur la santé des utilisateurs.

**Evolution de la réglementation**

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation. Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché. Le CHU de Martinique pourra négocier de bonne foi un avenant audit marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation.

## **21 - Dérogations**

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 5.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 27 et 28.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 18.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services

## **22 - Signature**

Le ... 01/07/2025

Le Directeur du Pôle Finances - Achats

Le Directeur Général  
Par délégation,  
Le Directeur du pôle  
Finance - Achats

GAEL MOTREFF

